CONSEIL MUNICIPAL DU 8 JUILLET 2025

Convocation : 1^{er} juillet 2025

Le huit juillet deux mil vingt-quatre à dix-neuf heures, le conseil municipal régulièrement convoqué s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAFFUGE, Maire.

Etaient présents : Jean-Luc LAFFUGE, Mauricette ECHAROUX, Sara ARNAUD, Samuel POUSSOT, Edith LAFFUGE, Ghislaine COINDARD, Françoise MASSON.

Etait représenté : Pascal VIOLLON a donné procuration à Mauricette ECHAROUX.

Etaient absents : Jennifer VIGOGNE - Romain LAFFUGE.

Secrétaire : Edith LAFFUGE

ADHESION DE LA CAP VAL DE SAONE AU SYNDICAT MIXTE DE LA CUISINE CENTRALE

Au titre de la compétence restauration scolaire et petite enfance, la Communauté de Communes Auxonne Pontailler Val de Saône, la Communauté de Communes Mirebellois-Fontenois et la Commune de Chevigny-Saint-Sauveur, souhaitent, dans le cadre de la gestion de cette compétence, réaliser un projet de cuisine centrale mutualisée.

Le périmètre du projet de cuisine centrale concerne 68 Communes et environ 47 200 habitants :

- La Communauté de Communes Auxonne-Pontailler-Val de Saône, constituée de 35 Communes pour un total d'environ 23 400 habitants. La restauration concerne 2 crèches et 17 sites de restauration scolaire, et la gestion est aujourd'hui concédée à 2 prestataires, qui livrent les repas en liaison froide.
- La Communauté de Communes Mirebellois et Fontenois, constituée de 32 Communes pour un total d'environ 12 600 habitants. La restauration concerne 2 crèches et 7 sites de restauration scolaire, gérée par une cuisine centrale en direct, qui livre les repas en liaison froide. Cette cuisine centrale dispose d'un agrément de 780 repas, cette capacité ne couvrant plus les besoins de la communauté de Communes.
- La Commune de Chevigny-Saint-Sauveur compte environ 11 200 habitants. La restauration concerne une crèche, 4 sites de restauration et un Club Jeunesse, et la gestion est aujourd'hui concédée à un prestataire qui livre les repas en liaison froide.

Toutes compétentes en matière de restauration scolaire et petite enfance, les 3 collectivités ont en effet fait le constat de l'intérêt d'une cuisine centrale pour la confection et la livraison des repas à destination des enfants accueillis dans les services publics communaux ou intercommunaux :

- Réponse aux exigences légales et sociétales : promotion des circuits courts, respect de la loi EGALIM, lutte contre le gaspillage alimentaire ;

- Garantie de la qualité et de la sécurité alimentaire : maîtrise de l'origine des produits et des processus de fabrication ;
- Optimisation des coûts : recherche d'économies d'échelle et d'efficacité dans la gestion des ressources ;
- Gestion des ressources humaines : amélioration des conditions de travail des agents en place à Mirebeau et anticipation des besoins futurs.

Le dimensionnement de la cuisine est de **3 000 repas par jour** :

CC Auxonne Pontailler Val de Saône	1 300 repas
CC Mirebellois et Fontenois	900 repas
Chevigny-Saint-Sauveur	650 repas
Marge	150 repas
Total	3 000 repas

Cet équipement sera adossé au projet de création d'une légumerie porté par le Département de la Côte d'Or, créant ainsi un véritable pôle alimentaire de proximité à Auxonne.

Ainsi, la cuisine centrale de la Communauté de Communes Mirebellois et Fontenois ayant besoin d'une plus grande capacité de production, et la Communauté de Communes Auxonne-Pontailier-Val de Saône et la Commune de Chevigny-Saint-Sauveur ayant des objectifs communs d'amélioration de la qualité des repas tout en privilégiant les circuits-courts, un partenariat à trois collectivités a été envisagé pour mutualiser l'investissement et le fonctionnement d'une cuisine centrale.

La création d'un syndicat mixte fermé s'est avérée être l'option adaptée pour porter la construction et l'exploitation de la future cuisine centrale. Sur ce principe, les deux EPCI et la Commune délèguent au syndicat mixte l'exercice de « la production et la livraison de repas ».

Ce syndicat mixte se composera donc des deux EPCI et de la Commune de Chevigny-Saint-Sauveur, et aura pour compétence la production et la livraison de repas scolaire, petite enfance et portage à domicile du territoire.

La création du syndicat mixte au 1^{er} mars 2026 impliquerait une reprise en gestion de la production et la livraison de repas à partir du moment où la future cuisine sera opérationnelle, estimé à l'été 2028, au terme d'une phase transitoire de construction.

Le projet de statuts annexé retranscrit les principes de gouvernance et d'organisation sur lesquels les deux EPCI et la Commune s'accordent, dans les limites établies par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.5211-18 et suivants relatifs aux syndicats mixtes,

Vu le projet de statuts du Syndicat mixte de la cuisine centrale mutualisée,

Vu la volonté de la Communauté de Communes Auxonne Pontailier Val de Saône, dont la Commune de SAINT LEGER TRIEY est membre, d'adhérer au Syndicat mixte de la cuisine centrale mutualisée, dans le cadre de ses compétences en matière de restauration scolaire et petite enfance,

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de Communes Auxonne Pontailler Val de Saône en date du 5 juin 2025, sollicitant son adhésion au Syndicat mixte de la cuisine centrale mutualisée,

Considérant que cette adhésion vise à mutualiser les moyens et renforcer la coopération intercommunale pour une gestion plus efficace et qualitative du service de restauration scolaire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE**, à l'unanimité, l'adhésion de la Communauté de Communes Auxonne Pontailler Val de Saône au Syndicat mixte de la cuisine centrale mutualisée ;
- **AUTORISE** le Maire à notifier la présente délibération à la Communauté de Communes Auxonne Pontailler Val de Saône ainsi qu'à l'autorité préfectorale, et à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

REDEVANCE POUR OCCUPATION PROVISOIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Considérant que les articles R2333-105-1, R2333-105-2, R2333-108, et R2333-114-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) fixent le régime des redevances dues aux communes, EPCI, syndicats mixtes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz ;

Considérant que le plafond de cette redevance fixé initialement par le Décret n°2015-334 du 25 mars 2015 a été modifié par le Décret n°2023-797 du 18 août 2023 et impose donc la prise d'une nouvelle délibération.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de décider d'instaurer ladite redevance pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz ;
- d'en fixer le mode de calcul, conformément à la partie réglementaire du CGCT en précisant que la commune appliquera sur son territoire le plafond maximal autorisé par la réglementation en vigueur ;
- de dire qu'en cas de modification réglementaire des règles de calcul des Redevances d'occupation du domaine public liées aux chantiers provisoires de travaux relatifs aux ouvrages de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux lignes ou canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz, il sera appliqué le taux maximum de RODP dite « provisoire » au profit de la commune.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré DECIDE, à l'unanimité :

- **D'ADOPTER** la proposition qui lui est faite concernant l'instauration de la redevance pour l'occupation du domaine public par les chantiers provisoires de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz.
- **D'APPLIQUER** le mode de calcul fixé par le CGCT, en précisant que celui-ci s'appliquera au plafond autorisé pour ces redevances par la réglementation en vigueur au jour de l'éligibilité de la perception de ces dernières.

AMORTISSEMENT RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC

Après délibération, le Conseil Municipal

- DECIDE, à l'unanimité, d'amortir
 - o les travaux d'installation de l'éclairage public LED de TRIEY, réalisés en 2024,
 - o pour un montant de 3 830.07 €uros
 - o sur une durée de 4 ans.

DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N° 1/2025

Après délibération, le Conseil Municipal DECIDE, à l'unanimité, d'approuver la décision modificative budgétaire suivante :

Dépenses de fonctionnement

Article 681-042	960 €
Article 673	1 000 €

Dépenses d'investissement

Article 2132	960 €
--------------	-------

Recettes d'investissement

Article 280411-040	960 €
--------------------	-------

TRAVAUX EGLISE

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

- APPROUVE, à l'unanimité :
 - o le projet définitif de reconstruction du clocher de l'église, comme suit :

Maîtrise d'œuvre	10 300.00 € H.T.
Travaux	196 881.08 € H.T.
 - o le plan de financement correspondant, comme suit :

Aide concerné	Sollicité ou Attribuée	Montant de la dépense éligible	Pourcentage	Montant du financement
DETR	Attribuée	207 181.08 €	25 %	51 795 €
Conseil Départemental	Sollicité	200 000.00 €	30 %	60 000 €
Total des aides			55 %	111 795 €
Autofinancement		207 181.08 €	46 %	95 385.81 €

- PRECISE que les dépenses sont inscrites à la section investissement du budget de la Commune ;
- ATTESTE de la propriété communale de l'église.

QUESTIONS DIVERSES

Noël 2025

Comme l'an dernier, à l'occasion de Noël :

- Un cadeau sera offert aux enfants jusqu'à 8 ans
- Un bon d'achats de 30 €uros sera offert aux enfants de 9 à 10 ans
- Un colis d'une valeur de 40 €uros sera offert aux aînés à partir de 70 ans.

Baptêmes

Il est décidé qu'une tirelire sera offerte lors des baptêmes civils.